



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE AVEC NEGOCIATION

**MARCHE D'EXPLOITATION DE LA CHAUFFERIE
AUTOMATIQUE BIOMASSE
DE MARNAY**

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Durée du marché : du 1er septembre 2016 au 31 août 2018

Entité adjudicatrice

REGIE des EnR du

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE
DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE**

20 avenue des Rives du Lac 70000 Vaivre-Et-Montoille

Tél. 03.84.77.00.00 – Fax. 03.84.77.00.01

E-mail : contact@sied70.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 2 -	PIECES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 3 -	PRESTATIONS DE L'EXPLOITANT	4
ARTICLE 4 -	ASSURANCES.....	7
ARTICLE 5 -	CONTENU DES PRIX	7
ARTICLE 6 -	REVISION DES PRIX.....	8
ARTICLE 7 -	INTERESSEMENT OU PENALITE DE L'EXPLOITANT	9
ARTICLE 8 -	MODALITES DE REGLEMENT.....	10
ARTICLE 9 -	PRESTATIONS NON CONFORMES - PENALITES	11
ARTICLE 10 -	MISE EN DEMEURE - RESILIATION.....	13
ARTICLE 11 -	TIMBRE / ENREGISTREMENT	14
ARTICLE 12 -	CLAUSES DE JURIDICTION	14
ARTICLE 13 -	DEROGATIONS AU CCAG	14

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'exploitation de la chaufferie automatique biomasse de Marnay, comprenant les prestations relatives au suivi des commandes de combustibles bois et fuel, la prise en charge de l'ensemble des installations de production, de distribution de l'énergie calorifique au titre des prestations relatives à la conduite, la surveillance, l'entretien courant, le dépannage de l'intégralité des équipements techniques constitutifs des installations avec astreinte.

L'ensemble de ce marché est soumis à une obligation globale de résultat, tant au niveau de la qualité du combustible, que des engagements de mixité, d'optimisation des consommations, du maintien des températures et de la continuité permanente du service.

La description de l'installation et de ses spécificités techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 TYPE DE PROCÉDURE

Cette consultation est passée selon une procédure adaptée avec négociation, publicité et mise en concurrence, ayant pour objet une prestation de services passée en application des articles 42 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et dans les conditions définies par la délibération n°1 du Comité syndical du SIED 70 du 26 avril 2014.

1.3 ALLOTISSEMENT

Le marché est composé d'un lot unique relatif à l'exploitation et la maintenance de la chaufferie biomasse de Marnay, de son réseau de chaleur et des sous-stations.

1.4 DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de **2 ans**, du **1^{er} septembre 2016 au 31 août 2018**.

Le marché sera établi entre :

d'une part, l'entité adjudicatrice

La Régie des EnR du SIED 70

**désignée dans le présent CCAP par
l'expression « le SIED 70 ».**

et d'autre part,

«L'Exploitant» ou «Le Titulaire»

désigné par ces expressions dans le présent CCAP

Pour le présent marché,

le Comptable assignataire est :

**Monsieur le Trésorier d'ECHENOZ-LA-MELINE
Place des Armes - 70000 ECHENOZ-LA-MELINE**

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES

2.1 PIECES PARTICULIERES

Les pièces constitutives du Marché comprennent par ordre de priorité décroissant :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ;
- Le Mémoire technique.

2.2 PIECES GENERALES

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés de fournitures courantes et de services courants (C.C.A.G.- FCS 2009) ;
- Le Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat du 4 mai 2007.

Le C.C.A.G.-FCS et le Guide ne sont pas joints au dossier, mais en aucun cas les parties contractantes ne pourront se prévaloir de leur méconnaissance.

Le CCAG-FCS est consultable sur le site :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020407115&categorieLien=id>

Le Guide est consultable sur le site :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/guide-redaction-des-clauses-techniques-des-marches-publics-dexploitation-chauffage-avec-ou-sans>

ARTICLE 3 - PRESTATIONS DE L'EXPLOITANT

3.1 ENERGIE –COMPTAGE

Les combustibles utilisés sont les plaquettes forestières à titre d'énergie principale et le fuel domestique au titre de l'appoint et du secours.

L'Exploitant doit assurer, pour le compte du SIED 70, le chauffage des locaux durant la période dite "saison de chauffe". Les conditions de cette fourniture seront cependant confirmées en fonction des exigences respectives des usagers.

L'Exploitant assure la fourniture de la chaleur nécessaire au chauffage des locaux en qualité et quantité.

La production d'eau chaude sera assurée toute au long de la saison de chauffe.

La quantité d'énergie produite sera déterminée à partir de la mesure de la quantité de MWh comptabilisée aux compteurs installés en sortie de chacune des chaudières.

L'Exploitant interrompra la production de chaleur durant environ 2 mois, entre le 15 juin et le 15 septembre après accord avec le SIED 70 et suivant les nécessités climatiques.

Ces obligations seront remplies dans le cadre des conditions techniques fixées au CCTP.

3.2 EXPLOITATIONS DES INSTALLATIONS PRISES EN CHARGE

L'Exploitant assure la conduite, la surveillance, les réglages des éléments constituant les installations définies au CCTP et ses annexes par le système de télégestion.

La limite d'intervention de l'Exploitant dans le cadre du présent marché est fixée en amont des brides ou vannes du circuit secondaire des échangeurs implantés en sous-stations.

L'exploitation des circuits secondaires en aval de l'échangeur, demeurent à la charge des gestionnaires d'établissements.

3.3 REGLAGES ET EQUILIBRAGE

Les réglages initiaux en chaufferie et l'équilibrage du réseau de chaleur étant en principe réalisés à l'origine par l'installateur, l'Exploitant assurera d'une façon permanente le maintien du réglage optimal des installations.

Il devra améliorer celui-ci si nécessaire en vue de l'obtention du résultat imposé.

Il permettra au SIED 70 d'en vérifier l'efficacité par des relevés de températures dans les locaux en accord avec les usagers. Ces relevés seront effectués par l'Exploitant, à la demande au SIED 70, et conformément aux usages, avec l'accord préalable des usagers.

L'Exploitant devra, à partir des informations fournies par les appareils de contrôle de température dans les locaux, effectuer les corrections nécessaires et suffisantes des réglages sur les équipements techniques dont il a la charge en référence au présent marché.

S'il s'avérait que ces corrections ne soient pas réalisables, l'Exploitant, preuves à l'appui, se rapprocherait du SIED 70, afin de déterminer en commun les décisions les plus appropriées à l'amélioration des différents niveaux de confort exigés.

Les interventions et les travaux éventuellement induits sur les installations existantes à charge des gestionnaires d'établissement sont dissociés du présent marché.

3.4 CONTROLE DE L'EXPLOITATION

Les représentants du SIED 70 peuvent à tout moment procéder à toutes vérifications utiles et faire contrôler les installations par un Organisme Technique habilité, sans que ce contrôle ne dégage en rien la responsabilité de l'Exploitant qui demeure pleine et entière.

L'Exploitant tient à jour un journal de marche de l'exploitation sur lequel sont consignés tous les renseignements caractéristiques que les représentants du SIED 70 lui demandent.

Ce cahier mentionne toutes les interventions d'entretien, y compris celles portant sur les équipements dont les gestionnaires d'établissements assurent la conduite et qui seraient susceptibles de modifier les dispositions prévues au présent marché.

Toute intervention non mentionnée et non visée par les représentants du SIED 70 est réputée non exécutée.

Toute anomalie constatée ou prévisible et signalée par l'Exploitant, fera l'objet d'un examen en commun.

3.5 PERSONNEL

3.5.1 MISE À DISPOSITION

L'Exploitant, dont la responsabilité est permanente, mettra à disposition durant toute la durée du marché, y compris les jours fériés, le personnel nécessaire à la direction, la conduite, la surveillance, le contrôle, la

commande des combustibles, l'entretien et l'astreinte de l'ensemble des installations concernées par le présent contrat.

Il en est de même pour les dépannages en chaufferie et sous-stations.

L'Exploitant désignera un responsable chargé de le représenter pour la conduite des travaux et les interventions de dépannage, interlocuteur unique du SIED 70 pour les conditions techniques d'exécution du marché.

Le personnel de l'Exploitant, ainsi que de ses sous-traitants éventuels, devront se conformer strictement au règlement intérieur des bâtiments ou aux consignes de sécurité, notamment en ce qui concerne les conditions d'accès aux différents locaux, les relations avec les usagers...

Le SIED 70 pourra exiger sans explications détaillées le remplacement de tout personnel qui ne se serait pas conformé à ses exigences.

3.5.2 COMPÉTENCES REQUISES

Le personnel de l'Exploitant devra présenter les qualités et compétences requises, tant en terme de technicité que de capacité relationnelle, faute de quoi le SIED 70 pourra exiger son remplacement sans avoir à justifier de sa demande.

3.5.3 LOIS SOCIALES

L'Exploitant assurera à son personnel le bénéfice des lois sociales et des conventions collectives en vigueur, tant à la signature du contrat que suite à leur éventuelle adaptation ou modification, qu'elles soient d'ordre réglementaires ou contractuelles.

3.5.4 OUTILLAGE

L'Exploitant fournira à ses frais l'outillage nécessaire à la bonne exécution des prestations définies au présent contrat, y compris la fourniture des ingrédients nécessaires au bon fonctionnement et à la conservation des diverses installations, à savoir entre autres, les huiles, graisses, peintures et produits de traitement de l'eau chaude. Pour ces derniers, l'Exploitant se conformera aux directives des fournisseurs des équipements.

Le prix de ces fournitures est réputé inclus dans le prix du poste P2.

3.5.5 CONSOMMABLES ET PIÈCES DE RECHANGE

En ce qui concerne la fourniture contractuelle des petites pièces consommables d'une valeur inférieure à 200€ HT, elles sont comprises dans le contrat.

Au-delà, elles seront fournies par le SIED 70, ou payées par le SIED 70 sur présentation de leurs factures. Le prix payé par le SIED 70 sera égal au prix justifié par ces factures certifiées conformes, multiplié par un coefficient égal à 1,1.

Au-delà de 500 € HT (fournitures et main d'œuvre comprises), toute intervention devra avoir fait l'objet d'un accord du SIED 70, préalable à son exécution.

3.6 ASTREINTE

L'Exploitant est représenté à l'adresse qui sera mentionnée à l'acte d'engagement.

La raison sociale, l'adresse et le numéro de téléphone de l'Exploitant et de la permanence doivent être apposés sur la porte d'entrée de la chaufferie et des sous-stations.

En dehors des heures et jours de présence sur le site, l'Exploitant dépêche une équipe d'astreinte connaissant le site et les installations, et donc capable de prendre les mesures conservatoires en cas de défaillance sur quelque installation que ce soit incluse au contrat.

Les modalités précises d'organisation sont indiquées par l'Exploitant dans le projet d'organisation qu'il a établi lors de la remise de son offre

L'Exploitant communique au SIED 70 un numéro de téléphone d'astreinte où il sera toujours possible de laisser un message 24h/24h. Il revient à l'Exploitant la responsabilité de respecter les délais d'intervention après dépose du message.

3.7 TELEGESTION

Au titre du présent marché, l'Exploitant dispose dès la prise en charge des équipements, d'une installation de télégestion, télésurveillance et télésuivi, permettant de renvoyer sur son PC de surveillance, toutes les informations fournies par l'installation existante.

Toutes les informations relatives aux conditions générales d'exploitation (fichier des DJU, compteurs, état, alarmes, état des comptages,...) seront archivées, compilées, synthétisées sur des tableaux de bord qui seront accessibles à tout moment par le SIED 70, via une liaison informatique mise en place par ses soins.

L'Exploitant sera responsable du bon fonctionnement du système de télégestion et de son usage pour surveiller et conduire les installations thermiques.

ARTICLE 4 - ASSURANCES

Dans un délai maximum de dix jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire doit justifier qu'il dispose :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.2 et 2270 du Code Civil en ce qui concerne les travaux soumis à l'obligation d'assurance décennale au sens de la Loi n° 78.12 du 4 janvier 1978.

ARTICLE 5 - CONTENU DES PRIX

5.1 GÉNÉRALITÉS

Les prix seront réputés tenir compte des impôts et taxes en vigueur pour chacun des postes de facturation, à la date de signature du marché.

Toute nouvelle taxe, charge fiscale ou parafiscale s'appliquant directement sur le prix sera répercutée sur les différents postes et prix précisés dans l'acte d'engagement et ses annexes.

5.2 ABONNEMENTS / DROITS DE RACCORDEMENT

Le SIED 70 assurera la souscription des abonnements et/ou des droits de raccordements nécessaires à la livraison de l'énergie auprès des usagers.

Ces redevances sont dissociées du présent marché.

5.3 POSTE P2 - PRESTATIONS

Les prestations réputées nécessaires pour assurer :

- l'astreinte,
- la conduite, y compris les commandes de combustibles aux Fournisseurs de bois et fuel,
- la surveillance,
- le dépannage,
- l'entretien des installations définies au C.C.T.P.,
- les fournitures et consommables nécessaires,

seront réglées à l'Exploitant, au prix global P2, indiqué à l'acte d'engagement, actualisé conformément aux dispositions de l'article 6 du présent C.C.A.P.

5.4 POSTE P3 – MAIN D'OEUVRE

Les prestations de main d'œuvre réputées nécessaires pour assurer :

- le remplacement et le renouvellement des matériels défectueux ou risquant de l'être.

seront réglées à l'Exploitant, au prix du salaire-horaire P3 indiqué à l'acte d'engagement, actualisé conformément aux dispositions de l'article ci-après.

Pour le paiement des fournitures, se référer à l'article 3.5.5 du présent CCAP.

5.5 NOUVEAUX TARIFS

Dans le cas où de nouveaux bâtiments viendraient à être construits pendant la durée du contrat, le SIED 70 pourra convenir d'un avenant avec l'Exploitant, indiquant les modifications de la rémunération P2, pour la prise en charge des installations.

ARTICLE 6 - REVISION DES PRIX

6.1 TERME P2

Le poste P2 sera révisé mensuellement par l'application de la formule :

$$P2 = P2_0 \times BT40 / BT40_0$$

Formule dans laquelle :

P2 est le nouveau prix révisé.

P2₀ est le prix de règlement mensuel des prestations, porté à l'acte d'engagement.

BT40 est l'index national "chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) base 2010, situé au 5^{ème} rang avant le mois de facturation concerné, publié par le ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer et disponible à l'adresse ci-après : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Telechargement-des-index-BT.html> , dont la composition est la suivante :

Codes	Libellés	Coût du travail	Matériel	Transport	Energie	Frais divers	Matériaux	Total
BT40	Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique)	40 %	2 %	2 %	0 %	15 %	41 %	100 %

BT40 est la valeur de cet indice au 5ème mois précédent le mois de notification du marché.

6.2 TERME P3 – MAIN D'OEUVRE

Les salaires horaires indiqués dans l'acte d'engagement pour le terme P3 seront révisés selon la même formule que le P2.

ARTICLE 7 - INTERESSEMENT OU PENALITE DE L'EXPLOITANT

7.1 GÉNÉRALITÉS

Le taux de couverture de l'énergie produite sera quantifié en fin de chaque période annuelle (01/09 au 31/08 suivant) afin d'établir un intéressement ou une pénalité.

L'Intéressement ou la Pénalité du taux de couverture bois, au bénéfice ou à supporter par l'Exploitant, sera établi en fonction du taux de couverture bois calculé en fonction de la répartition des quantités de chaleur produites par les combustibles utilisés pendant la période de chauffage, puis comparé à la cible du taux de couverture référent, défini à l'acte d'engagement.

7.2 TAUX DE COUVERTURE BOIS

Définition du taux de couverture réel de l'année : $Tx_{réel}$

Pour calculer le taux de couverture réellement obtenu en fonction des combustibles utilisés sur l'année, on appliquera la formule suivante :

$$Tx_{réel} = \frac{Qt_{bois}}{Qt_{totale}}$$

Avec :

- Qt_{bois} : Quantité de chaleur totale produite avec le combustible bois-plaquettes sur l'année mesurée au compteur.
- Qt_{totale} : Quantité de chaleur totale produite sortie chaufferie sur l'année mesurée aux compteurs (somme des trois compteurs en chaufferie).

Excès de consommation de combustibles non bois : $Tx_{réel} < Tx$

La différence négative entre la cible énergétique annuelle avec le taux de couverture contractuel, sera entièrement à la charge de l'Exploitant.

Cet avoir sera calculé selon la formule suivante :

$$Pénalité = (Qt_{totale} \times Tx - Qt_{bois}) \times (K_{moyfuel} - K_{moybois})$$

Avec :

- $Q_{t_{\text{bois}}}$: Quantité de chaleur totale produite avec le combustible bois-plaquettes sur l'année enregistrée aux compteurs des deux chaudières bois.
- $Q_{t_{\text{total}}}$: Quantité de chaleur totale produite en sortie chaufferie sur l'année enregistrée aux compteurs des trois chaudières.
- T_x : Taux de couverture bois-plaquettes auquel l'Exploitant s'est engagé.
- K_{moyfuel} : Prix moyen de l'énergie fuel consommée pendant l'année.
- K_{moybois} : Prix moyen de l'énergie bois-plaquettes consommée pendant l'année.

Gain de consommation de combustibles non bois : $T_{x\text{réel}} > T_x$

La différence positive entre la cible énergétique annuelle avec le taux de couverture contractuel, sera répartie à 50% pour l'Exploitant et à 50% pour le SIED 70.

Cette prime sera calculée selon la formule suivante :

$$\text{Intéressement} = (Q_{t_{\text{bois}}} - Q_{t_{\text{totale}}} \times T_x) \times (K_{\text{moyen}} - K_{\text{moybois}})$$

Avec :

- $Q_{t_{\text{bois}}}$: Quantité de chaleur totale produite avec le combustible bois-plaquettes sur l'année enregistrée aux compteurs des deux chaudières bois.
- $Q_{t_{\text{total}}}$: Quantité de chaleur totale produite sortie chaufferies sur l'année enregistrée aux compteurs des trois chaudières.
- T_x : Taux de couverture bois-plaquettes auquel l'Exploitant s'est engagé.
- K_{moyen} : Prix moyen de l'énergie fuel consommée pendant l'année.
- K_{moybois} : Prix moyen de l'énergie bois-plaquettes consommée pendant l'année

ARTICLE 8 - MODALITES DE REGLEMENT

8.1 POSTES P2

Le poste P2 fera l'objet de cinq acomptes bimensuels, égaux à 1/6 de la redevance annuelle, complétés du paiement du solde prenant en compte l'actualisation définie à l'article 6.1.

Le solde sera versé après, d'une part, que les prestations et, d'autre part, que les calculs d'ajustements prévus au marché aient été entièrement réalisés.

Toute intervention facturée hors redevance annuelle fixée à l'acte d'engagement doit être adressée par l'Exploitant au SIED 70 dans le délai maximum de 30 jours à compter de la fin de l'intervention.

Le SIED 70 refusera toute facture au-delà de ce délai.

8.2 POSTE P3 – MAIN D'OEUVRE

Le poste P3 sera réglé sur présentation des factures établies en fonction des heures de main d'œuvre effectuées.

La copie du bon d'intervention correspondant sera jointe impérativement à la facture.

Le poste P3 sera actualisé en application de l'article 6.2 du présent document.

8.3 RÈGLEMENT EN FIN DE CHAQUE PÉRIODE ANNUELLE DU CONTRAT

A la fin de chaque mois d'août, un état des lieux et un procès verbal de l'état d'entretien et de fonctionnement des installations seront dressés contradictoirement.

Au cas où des prestations rentrant dans le cadre du présent contrat se révéleraient nécessaires, le paiement de la dernière échéance serait différé jusqu'à la réalisation de ces prestations.

8.4 MODE DE PRÉSENTATION DES FACTURES

L'ensemble de ces factures sera émis sur support informatique, suivant un format agréé par la SIED 70 et confirmé sur support papier traditionnel.

8.5 DÉLAIS DE PAIEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 183 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, un délai global de paiement de 30 jours sera appliqué.

Toutefois, si des dispositions législatives ou réglementaires plus favorables pour l'Exploitant s'imposent en cours d'exécution du marché, celles-ci s'appliqueront d'office.

8.6 DÉLAIS DE CONSTATATION DU DROIT DE PAIEMENT

Le règlement des sommes dues est effectué conformément aux prescriptions de l'article 11.8.3 du CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009.

8.7 INTÉRÊTS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice des Titulaires ou de leurs éventuels sous-traitants en paiement direct.

Conformément à l'article 7 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Ce délai sera cependant suspendu en cas de litige portant sur le calcul de la facturation, signifié au Titulaire par le SIED 70 par lettre avec accusé de réception.

8.8 AVANCES FORFAITAIRES

Compte tenu du paiement bimensuel des prestations, il n'est pas prévu d'avance forfaitaire.

ARTICLE 9 - PRESTATIONS NON CONFORMES - PENALITES

9.1 CONDITIONS D'APPLICATIONS

La prestation sera considérée comme non conforme, notamment si :

- le chauffage est mis en route ou arrêté avec un retard de plus de 12 heures sur la date demandée,

- il est constaté, pendant plus de 4 heures consécutives, l'absence de fourniture de chaleur lors de la saison de chauffe,
- un écart de plus de 2°C est constaté, pendant 24 heures, entre la température intérieure des locaux et la température demandée contractuellement dans le CCTP,
- lors d'un dépannage, le dépassement du délai d'intervention est responsable d'une interruption de fourniture de chauffage ou d'eau chaude sanitaire.
- la température de boucle du réseau primaire ne permet pas de satisfaire au niveau des sous stations un régime de distribution compatible avec les températures minimales d'eau chaude sanitaire exigée par les représentants des usagers, diminuées de 20°C.

9.2 RETARDS OU INTERRUPTIONS DES PRESTATIONS

Les pénalités pour interruption ou retard dans l'exécution des prestations dues par l'Exploitant tels que définies à l'article 9.1 du présent CCAP seront égales à :

$$\text{Pénalités} = n * P2 / 50$$

formule dans laquelle :

- n = nombre de journées entières de retard ou d'interruption;
- P2 = montant annuel actualisé hors TVA de P2 fixé à l'acte d'engagement.

9.3 INSUFFISANCE OU EXCES DE CHAUFFAGE

Les pénalités pour insuffisance ou excès de chauffage tels que définies à l'article 9.1 du présent CCAP seront égales à :

$$\text{Pénalités} = n * P2 / 200$$

formule dans laquelle :

- n = nombre de journées entières d'insuffisance ou d'excès de chauffage;
- P2 = montant annuel actualisé hors TVA de P2 fixé à l'acte d'engagement.

9.4 CAS OÙ LES PÉNALITÉS NE S'APPLIQUENT PAS

Aucune pénalité ne sera appliquée dans les cas suivants :

- Température extérieure moyenne journalière inférieure à la température minimale de base (-13°C) ;
- Arrêt de l'installation en cas d'urgence, après en avoir avisé le SIED 70 ;
- Intervention d'un tiers non habilité par le SIED 70 sur les installations de GTC en chaufferie ou sous-stations.

9.5 AUTRES PÉNALITÉS

Une pénalité de 250€ HT par semaine sera appliquée, sans mise en demeure préalable, en cas de non-exécution d'une prestation d'entretien ou de maintenance prévue au CCTP.

Une pénalité de 100 € HT par semaine sera appliquée, sans mise en demeure préalable, dans les cas suivants :

- Non entretien des locaux de chaufferie et silo et des abords du bâtiment,
- Non tenue du livret de chaufferie,

- Retard d'envoi des rapports de contrôle,
- Retard d'envoi du rapport annuel d'exploitation,
- Contenu du rapport d'exploitation non-conforme au contenu fixé dans le CCTP.

9.6 CAS DE FORCE MAJEURE

Les cas de force majeure sont déterminés par la jurisprudence.

Dans ce cas qui risque d'engendrer des restrictions permanentes ou un arrêt de longue durée de la fourniture de chaleur, l'Exploitant devra proposer au SIED 70 une adaptation provisoire à cette situation avec une adaptation concertée des clauses de facturation.

ARTICLE 10 - MISE EN DEMEURE - RESILIATION

10.1 MISE EN DEMEURE

Dans le cas de prestations non conformes, le SIED 70 peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre en demeure l'Exploitant de remédier aux non-conformités constatées, dans un délai de 48 heures à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

Si à l'expiration de ce délai, l'Exploitant ne peut assurer ses obligations, le SIED 70 pourra y faire pourvoir par l'Entreprise de son choix, aux frais et risques de l'Exploitant.

Les pénalités prévues à l'article 9 du présent CCAP continueront de s'appliquer pendant la période où le SIED 70 assurera cette obligation à la place de l'Exploitant.

10.2 RÉSILIATION

Le contrat sera résilié de plein droit sans indemnité dans les cas suivants :

- Quarante huit heures après réception d'une deuxième lettre recommandée de mise en demeure restée sans effet.
- Transfert non autorisé à un tiers de tout ou partie du marché.
- Faute grave dans les opérations lui incombant.
- En cas de liquidation de biens, de faillite, de règlement judiciaire, de dissolution de la société exploitante, sauf si le SIED 70 accepte les offres qui pourraient lui être faites pour la continuation du marché.
- Non-présentation après un délai de 30 jours après mise en demeure, des documents de preuve de garantie financière demandés.

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées au C.C.A.G. selon les dispositions des articles 29 et 36. Il sera de même, si, d'une façon générale, l'Exploitant se montrait incapable d'assurer l'exploitation qui lui est confiée et d'entretenir les équipements de production et de distribution de la chaleur.

10.3 DÉFAILLANCE DE L'EXPLOITANT EN CAS DE FORCE MAJEURE

Si l'Exploitant ne peut remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure, il recherchera, avec le SIED 70, toutes les mesures à prendre, afin d'éviter un arrêt définitif de la prestation et d'organiser la poursuite de l'exploitation.

Si aucune solution ne peut être trouvée, les parties peuvent demander la résiliation du marché dans les conditions fixées au C.C.A.G.

ARTICLE 11 - TIMBRE / ENREGISTREMENT

Le présent marché n'est pas soumis au droit de timbre et d'enregistrement.

ARTICLE 12 - CLAUSES DE JURIDICTION

Les contestations auxquelles pourraient donner lieu l'application du présent contrat sont du ressort exclusif du Tribunal Administratif compétent.

Tribunal Administratif de Besançon
30, rue Charles Nodier - 25044 Besançon Cedex 3
Téléphone : 03 81 82 60 00 - Télécopie : 03 81 82 60 01

Courriel : greffe.ta-besancon@juradm.fr

ARTICLE 13 - DEROGATIONS AU CCAG

Le présent document déroge aux articles suivants du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures et de services courants (CCAG), approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 :

Articles du CCAG dérogés	par les articles du présent CCAP
11.6 Remise de la facturation	Article 8
14 Pénalités	Article 9

Adopté
le présent CCAP,

A Vaivre et Montoille,
le

Vu et approuvé le présent CCAP,
établi par le SIED 70,

A
le

Le Président de la Régie des EnR du SIED 70,

Le Titulaire
(Nom, cachet et signature)

Jacques ABRY